

Juin 2026, on aurait presque pu écrire le même tract que l'an dernier sur les conditions indignes de détention en période caniculaire. Presque. Car la situation a empiré. L'administration pénitentiaire a atteint un point de non-retour et entraîne tous ses personnels avec elle. Son ministère de tutelle, la « justice », connaît désormais une véritable **régression** sur tous les plans :

- Au 1er mai 2026, **88 654 de nos concitoyen·nes** étaient écroué·es dans les prisons françaises pour seulement 63 322 places opérationnelles. Les maisons d'arrêt comptent près de 7 700 matelas au sol !
- **Une atteinte aux droits fondamentaux** : la dignité humaine piétinée, les soignants réduits à panser des plaies sans pouvoir soigner, les avocats contraints de plaider dans des salles surchauffées où l'air manque autant que la justice.
- **Un classisme et un racisme d'État assumés** : les personnes étrangères, les sans-papiers, les précaires surreprésenté·es derrière les barreaux, comme si la prison était devenue l'outil ultime de la ségrégation sociale et ethnique.
- **Un déniement continu des missions et des personnels** : les surveillant·es, CPIP, soignant·es, épuisé·es, sont réduits au rôle de gardiens d'un système qu'ils et elles exécutent sans pouvoir le changer.

Les visios estivales ont repris pour un effet nul : photographie, état des lieux de l'impuissance des directions sommées de faire tenir l'intenable. On cache sous le tapis les non-réintégrations, les mouvements des personnels comme de la population carcérale pour les transformer en cas « isolés », alors qu'ils illustrent simplement la violence institutionnelle. Les cellules deviennent des fours : 40°C la nuit, des détenus qui s'évanouissent, des familles qui s'inquiètent en vain. Les ventilateurs ? Une blague. Les bouteilles d'eau ? Rationnées. Les douches et les promenades ? Un luxe.

Lorsque la pandémie de Covid-19 l'a imposé, le Gouvernement a su prendre des ordonnances exceptionnelles permettant une diminution rapide de la population pénale. Pourquoi ce qui était possible pour faire face à une urgence sanitaire ne le serait-il plus aujourd'hui, alors que les canicules mettent elles aussi des vies en danger ? Pourquoi, en cinq ans, la même urgence ne génère-t-elle toujours aucune solution viable ? La privation de liberté n'a jamais et ne devrait jamais signifier une condamnation à subir des traitements inhumains ou dégradants, ni à voir son intégrité physique mise en danger. L'État a une obligation de protection envers les personnes dont il a la garde — il la viole chaque jour un peu plus.

Les solidarités corporatistes, indispensables à l'heure des attaques contre un des piliers de la démocratie, **n'auront de sens que si elles n'occulent pas l'essentiel : ce système est vicié.** Les mobilisations, les tribunes, les alertes des associations ne servent à rien si elles ne s'attaquent pas à la racine du mal : **une politique pénale punitive, un État qui préfère enfermer plutôt que soigner, exclure plutôt que réinsérer.**

Puisque ce gouvernement est capable de laisser les plus vulnérables en prison (une soixantaine de bébés, des personnes âgées, des malades chroniques et psychiques...), la bataille doit se mener sur le plan politique. Assez des demi-mesures, des commissions, des rapports qui finissent au fond d'un tiroir. Si des mesures d'urgence sont indispensables au regard de la catastrophe sanitaire et humanitaire en cours, ce qui ne l'est pas, ce serait de les présenter comme une réponse suffisante et acceptable à un problème structurel. Les libérations anticipées ne seraient alors qu'un leurre et les amnisties ciblées, une aumône. Seul un tournant radical en mai 2027 nous sortira de l'ornière — et pas une pseudo-régulation carcérale qui ne fera que perpétuer l'injustice sous un autre nom.

Luttons, donc. Luttons contre l'indifférence, contre l'idée que certains corps vaudraient moins que d'autres. Luttons pour la dignité, pour que plus aucun être humain ne crève de chaleur entre quatre murs, sous le regard complice d'un État criminel.

Luttons ensemble : personnel pénitentiaire, familles, associations, citoyen·nes.
La prison broie des vies. La canicule aussi. Et le silence, plus encore.